



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 02 mars 2020

Extrait de la délibération affiché le **10 mars 2020**.

L'an deux mille vingt, **le deux mars à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 février, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA** (présent à partir de la délibération n°36), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI** (pouvoir à Jérôme DUBOST à partir de la délibération n°35), Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Alexandre **MORA** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST** (à partir de la délibération n°35)

Absents

Frédéric **PATROIS**
Karine **LOUISET**
Franck **DORAY**
Frédéric **LE CAM**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 02 mars 2020

2020.03/36

FONCIER - CESSION DE L'OLYMPIA SITUE 34 RUE DU PONT CALLOUARD AU PROFIT DE LA MISSION LOCALE- DECLASSEMENT

Mr Dominique THINNES, Adjoint au Maire. – La Ville est propriétaire de l'Olympia situé 34 rue du Pont Callouard. La Mission Locale, en date du **19 mars 2018**, a confirmé son intérêt pour se porter acquéreur de l'Olympia aux motifs que celui-ci, situé en Centre-Ville, offrirait des espaces plus adaptés au public et permettrait de développer des outils pour mieux répondre aux attentes des jeunes de 16-25 ans et ainsi favoriser leur accès à l'emploi et à l'autonomie.

Dans le cadre de la cession de ce bien public à la Mission Locale, personne privée, ce dernier a été déclassé par anticipation en date du **25 mars 2019** car occupé par un service municipal, et doit être désaffecté suite au déménagement de celui-ci effectué le 17 décembre 2019.

Rappel de l'article L.2141-2 du Code Général de la propriété des personnes publiques

« Par dérogation à l'article L. 2141-1, le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel de l'Etat ou de ses établissements publics et affecté à un service public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement. Ce délai ne peut être supérieur à une durée fixée par décret. Cette durée ne peut excéder trois ans. Toutefois, lorsque la désaffectation dépend de la réalisation d'une opération de construction, restauration ou réaménagement, cette durée est fixée ou peut-être prolongée par l'autorité administrative compétente en fonction des caractéristiques de l'opération, dans une limite de six ans à compter de l'acte de déclassement. En cas de vente de cet immeuble, l'acte de vente stipule que celle-ci sera résolue de plein droit si la désaffectation n'est pas intervenue dans ce délai. L'acte de vente comporte également des clauses relatives aux conditions de libération de l'immeuble par le service public ou de reconstitution des espaces affectés à l'usage direct du public, afin de garantir la continuité des services publics ou l'exercice des libertés dont le domaine est le siège »

La désaffectation prendra donc effet à la signature de l'acte de vente, soit au plus tard **le 31 mars 2020**.

Compte tenu de la qualité de Monsieur FIDELIN de membre du conseil d'administration du BENEFICIAIRE, cette délibération à laquelle il ne prendra pas part, confèrera les pouvoirs nécessaires à l'un de ses adjoints.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2141-2 ;

VU la délibération du 25 mars 2019 prononçant le déclassement anticipé ;

VU le budget primitif de l'exercice 2019 ;

CONSIDERANT

- **Que le bâtiment nommé « Olympia » et cadastré AN n°316**, n'est plus affecté à ce jour à une mission de service public ayant été libéré par le service Enfance et Jeunesse Scolaires en date du 17 décembre 2019. ;
- **Que la promesse de vente** a été signée le 5 février 2020 ;
- **Que la qualité de membre du conseil d'administration du BENEFICIAIRE** de Monsieur la Maire ne lui permet pas de prendre part à la décision.

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 10 février 2020 ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **De prononcer la désaffectation anticipée de ce bien communal cadastré AN n°316, sise 34 rue du Pont Callouard à Montivilliers au plus tard le 31 mars 2020.**
- **De déclasser ce bien communal à compter de sa désaffectation.**
- **D'autoriser M THINNES, représentant de Monsieur le Maire à signer tout acte permettant la vente de ce bien à la Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral pour un montant de 215 000 € TTC.**

Il est à préciser que les frais d'actes notariés seront à la charge de l'acquéreur.

Incidence budgétaire :
Budget Principal –Chapitre **024**
Compte **024**
Fonction : **01**
Recette : **215 000 € TTC**

ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.